

**DISCOURS D'OUVERTURE DU PRESIDENT JAMES ALIX MICHEL A L'OCCASION DU 28^{ème}
CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI A CONSTANCE EPHELIA HOTEL
SEYCHELLES - LE 17 JANVIER 2013**

**Monsieur le Vice Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Secrétaire Général,
Excellences Mesdames et Messieurs du Corps diplomatique et consulaire,
Messieurs les Représentants des institutions et organisations Internationales,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

Les hommes, les nations, comme les organisations, ne se construisent qu'en poursuivant ce qui, à première vue, les dépasse. C'est pourquoi, on ne doit jamais penser à la distance, quelle qu'elle soit, qui nous sépare du but, mais à la noblesse et la portée de l'action.

L'être humain, comme l'organisation, a besoin de croire et de tendre vers quelque chose qui le dépasse, non pas parce qu'il est tout petit, mais parce qu'il est bien plus grand qu'il ne le pense. La Commission de l'Océan Indien me paraît, à cet égard, le plus parfait exemple.

Bien qu'étant l'une des plus petites organisations du monde, elle n'est pas moins pas aujourd'hui l'une des plus dynamiques et des plus pleines de vie. Aujourd'hui, elle occupe une place de choix sur l'échiquier international. Et elle reste plus que jamais déterminée à s'affirmer sur tous les plans dans la défense de nos spécificités et dans la transformation des divers aspects de la vie de notre région.

Dans le contexte d'une telle réalité, ce 28^{ème} Conseil de la COI ne peut être qu'un moment d'espoir partagé, un moment d'encouragement!

Un moment d'espoir, parce que votre présence aujourd'hui est déjà la preuve éloquente de votre attachement à cette organisation. Elle montre que cette volonté de continuer à hisser la COI plus haut, reste parfaitement intacte.

C'est aussi un moment d'encouragement, au regard de la pertinence des questions que vous allez discuter dans les heures à venir. Cette perspective m'autorise à penser, en effet, que la nouvelle stratégie qui en émergera, permettra de fédérer les énergies de l'ensemble des partenaires et des acteurs locaux, économiques, sociaux, culturels, législatifs, associatifs et de l'audiovisuel.

Permettez-moi donc de profiter de cette occasion pour vous remercier tous de votre fidélité et vous souhaiter la chaleureuse bienvenue en terre hospitalière des Seychelles.

Mesdames et Messieurs,

Vous conviendrez avec moi que ce Conseil se situe à un moment particulier, et ceci pour une double raison : d'abord, il se déroule quelques semaines seulement après la célébration des 30 ans de la conception de notre organisation. Trente ans de foi et de bonne foi au service de la coopération inter-îles. Trente ans qui nous renvoient au parcours d'hommes et de femmes qui ont su porter jusque-là, la juste cause et le noble combat qui ont contribué à renforcer notre démarche commune vers un Océan indien prospère et de paix.

Je retiens également que janvier 2013 consacre les 29 années d'existence de l'Accord de Victoria. Cet Accord du 10 janvier 1984 qui a réellement donné vie à la volonté de nos îles d'affirmer leur identité commune et de renforcer leurs liens de solidarité pour faire face aux défis du développement.

En décembre 1982, a résonné à Maurice l'appel du cœur. Le 10 janvier 1984, s'est posé à Victoria l'Acte de la raison.

Si j'évoque ces moments forts, pratiquement comparables, c'est parce que, me semble-t-il, nous sommes parvenus à une étape charnière de notre histoire commune, et qu'il nous faut, sans doute, écrire un nouveau chapitre.

Les réformes, les évolutions que nous nous sommes imposées nous assurent aujourd'hui d'être fièrement ce que nous sommes. Mais nous sentons bien au plus profond de nous-mêmes la nécessité d'un nouvel élan, d'une nouvelle impulsion, si nous voulons que la COI soit à l'avant-garde sur un certain nombre de dossiers.

Je pense en particulier aux énergies renouvelables, au tourisme, à la connectivité maritime et aérienne, et surtout à « l'économie bleue », cette immense ressource qui nous entoure. L'océan que nous partageons est un nouvel eldorado énergétique. C'est un formidable gisement de matières premières pour les innovations de demain. Bâtir sur les immenses potentiels de la mer n'est pas une option, mais un impératif. Un impératif qui nous invite à utiliser ce qui est localement disponible, qui ne produit pas d'effets secondaires et qui, au lieu de coûter plus cher, assure la compétitivité et l'augmentation de la productivité, tout en créant des emplois et une meilleure cohésion sociale.

L'économie bleue, c'est par ailleurs une promesse de nouvelles opportunités d'insertion de la jeunesse au système productif de nos îles. C'est la création de nouveaux emplois et de nouvelles filières pour les jeunes, notamment pour nos jeunes entrepreneurs. Voilà pourquoi nous devons intensifier les efforts afin que la jeunesse de nos îles vive ardemment cette expérience indianocéanique, à travers non seulement de nouveaux projets, mais aussi par le

biais de l'espace que nous devons créer pour les échanges d'idées et d'expériences. Connecter la jeunesse de nos îles, c'est aussi connecter l'avenir commun de nos îles.

Certains diront qu'il y a du rêve dans tout cela. Mais pour moi, rêver, c'est espérer. Et comme disaient nos sages, "le rêve, c'est déjà la moitié d'une réalité". Nous devons parfois précéder la marche du monde et non la suivre. Nos peuples, à travers la COI, nous obligent à aller résolument de l'avant et non à suivre. Voilà le défi qui nous est imposé. Nous devons le relever.

Il s'agit de dépanner le futur et de prendre part, sans complexe, au concert de la mondialisation. Car il serait impardonnable de nous positionner dans ce rôle de simples citoyens inquiets du futur. Au contraire, nous devons réagir et trouver les moyens de créer une base sur laquelle les générations à venir pourront s'appuyer pour mieux faire.

Dans cette perspective, la COI doit continuer à se projeter sur les ensembles régionaux plus vastes. Après la SADC, le COMESA et autres, la COI doit s'articuler aussi à l'*Indian Ocean Rim Association for Regional Cooperation*. Nous devons faire en sorte que les rapports entre les deux organisations soient des rapports de partenariat, de complémentarité et de synergie.

L'Océan Indien dans toute sa diversité et sa richesse est une chance pour nos populations, à leurs aspirations et à leur développement. Il est notre patrimoine commun, voire notre maison commune.

Nous devons en faire une zone de coopération et de responsabilité partagées.

Certes, les transports constituent pour nos îles la problématique majeure de notre organisation géographique. Avec deux modes de transport exclusifs, l'aérien et le maritime, la tâche n'est pas facile. Mais combien restent primordiales la mise en place d'un système de cabotage et d'une ligne aérienne régionale, non seulement pour l'attractivité de notre région, mais pour l'essor du commerce, du tourisme et des échanges économiques entre nos îles! Nous disposons à cet égard de nombreux atouts : la présence de portes maritimes, des ports dynamiques, d'infrastructures, d'un tissu productif appréciable, de petites compagnies aériennes et d'un patrimoine naturel et historique. L'articulation de ces ensembles permettra de créer une nouvelle architecture de la mobilité, tout en décloisonnant les espaces maritimes. Une mise en réseau efficace de ces atouts couplée à la synergie des initiatives pourrait ouvrir de nouvelles perspectives de développement. Cette démarche pourrait en outre nous permettre de forger une identité partagée, et de promouvoir le commerce et un tourisme régional durable.

Mesdames et Messieurs

Les Seychelles sont en mouvement. Nous vivons aujourd'hui au rythme des réformes politiques, économiques et socioculturelles profondes au service d'une société solidaire, confiante en ses capacités et ouverte sur son environnement régional. La COI, notre organisation commune de proximité, occupe une place privilégiée dans ce processus de modernisation et de développement. Au nom de cet idéal régional, les Seychelles n'ont cessé d'œuvrer afin de transcender les difficultés qui s'opposent à la réalisation de ce projet si vital pour nos différentes îles. Notre force demeure cette perception commune de l'avenir de cette région. Et je ne doute pas que chacun de nous continuera à apporter une contribution constructive pour améliorer la connectivité entre nos îles, mutualiser davantage nos efforts dans la lutte contre la piraterie et protéger nos ressources marines.

Mais pour mieux nous affirmer encore, nous devons innover, dessiner dès maintenant un futur acceptable pour tous, anticiper les réponses, les solutions, le type de gouvernance que nous entendons promouvoir face aux bouleversements géopolitiques, géoéconomiques et géoculturels. Sans oublier les évolutions technologiques de ces derniers temps.

La présence parmi nous aujourd'hui des représentants de pays amis et d'organisations et institutions internationales, témoigne de la vitalité de notre partenariat mutuellement profitable. C'est le lieu pour moi de rendre un hommage appuyé au soutien actif de tous ces pays, organisations et institutions amis, qui nous accompagnent dans nos efforts de coopération et d'intégration.

Mais, Mesdames et Messieurs, la COI est-elle viable sans un Madagascar démocratiquement viable? Assurément, non! De même, pouvons-nous projeter une réelle sécurité alimentaire dans la sous région sans une situation sereine et apaisée dans notre île sœur ? La réponse est encore non. C'est pourquoi, nous devons continuer à conjuguer nos efforts afin que notre île sœur s'installe durablement dans la normalité constitutionnelle. Dans ce contexte, je salue la décision du président de la Transition et de l'ancien président en exil de renoncer à se présenter aux prochaines élections présidentielles. Une décision qui les honore et qui marque une avancée significative dans la résolution de la crise. Je m'en réjouis d'autant qu'elle vient en droite ligne de la double médiation que les Seychelles ont abritée à Desroches et au cours desquelles, pour la première fois, les deux personnalités malgaches ont pu se parler en tête à tête et à huis clos. Il nous revient à présent de joindre nos efforts à ceux de la SADC et de la communauté internationale afin de mettre en œuvre la Feuille de route afin de s'assurer que les élections se préparent et aient lieu dans un climat apaisé et dans les meilleures conditions possibles.

Mesdames et Messieurs,

Notre Conseil se situant opportunément en ce début d'année 2013, je saisis cette occasion pour vous adresser mes vœux les meilleurs de santé et de bonheur pour vous-mêmes, vos familles et souhaiter pour notre communauté indianocéanique, la paix et l'harmonie.

Enfin, je voudrais féliciter le président en exercice du conseil des Ministres, le secrétaire général ainsi que son équipe, pour leur collaboration exemplaire et pour le travail accompli pendant ces derniers mois. Je les encourage à aller de l'avant.

Sur ce, je déclare ouvert le 28^{ème} Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien.